



Lettre n° 18 du 3 mars 2017

Au sommaire :

- « Effet multiplicateur »... de la lutte des classes - *Yvan Lemaitre*
- Vistalegre II, le 2ème congrès de Podemos : une « opération triomphe » sans perspective pour les travailleurs - *Daniel Minvielle*
- Un siècle après 1917, retour sur *Trois conceptions de la révolution*, la révolution permanente continue d'écrire l'histoire - *François Minvielle*

## « Effet multiplicateur »... de la lutte des classes

La campagne présidentielle jette un éclairage cru sur cette société, les rapports de classes qui la divisent et la psychologie de la classe dominante à travers celle de ses politiciens. Fillon, Macron ou Marine Le Pen en sont des illustrations particulièrement cyniques, chacun et chacune dans son registre. Le tout-m'est-dû, le cynisme et le mépris du peuple s'affirment avec arrogance, arrogance qui devient un argument pour convaincre, assumer sans vergogne que les dirigeants sont au dessus des lois comme ils croient être au dessus du commun des mortels. Comme le croient leurs commanditaires, les multinationales du CAC40 qui ont réalisé quelque 75,5 milliards d'euros de bénéfices nets en 2016, une hausse de 32 % par rapport à 2015.

Cet éclairage est une leçon de choses pour toutes celles et ceux qui croyaient encore qu'il était possible de composer avec eux, voire de faire barrage à Le Pen en votant pour un de ses concurrents ou, plus globalement, que ce système, son économie pouvaient être réformés à travers ses institutions, ses lois avec la collaboration des classes dominantes. Une illusion qui a fait beaucoup de dégâts dans le passé et que Hamon ou Mélenchon veulent, à nouveau, nous vendre.

Le 23 février, sur France 2, Mélenchon était l'invité de « L'émission politique ». Il y a évoqué la question d'une candidature unique à gauche à la suite du ralliement de Jadot à Hamon. « *Je ne suis pas en compétition avec Benoît Hamon. Je ne veux pas qu'on me compare avec Benoît Hamon. Je veux être comparé avec François Fillon, avec Emmanuel Macron. Parce que, Benoît Hamon, j'ai l'intention de le convaincre, je ne veux pas de compétition* ». L'un et l'autre sont de la même famille politique, la gauche institutionnelle, ils en ont tous les deux été ministres et divergent, indépendamment des ambitions personnelles, sur

la façon d'éviter la catastrophe annoncée pour tenter de préserver l'avenir, surtout le leur.

Mélenchon a aussi voulu faire la démonstration qu'il était possible de mener une autre politique sociale et économique tout en restant dans le cadre du système, le capitalisme et ses institutions, y compris dans le cadre de l'Union européenne. Il y a même consacré une émission de cinq heures et demie sur son propre site... Si pour Macron, le programme, ça n'a pas grande importance, pour Mélenchon, c'est du sérieux. Du sérieux ? En fait une construction hors des réalités de la lutte des classes pour tenter de revendre l'illusion qu'il est possible de changer les choses sans luttes sociales ni politique pour la transformation révolutionnaire de la société.

### « 100 milliards d'investissement »

Le point de départ, c'est « le choc d'investissement ». « *On met 100 milliards d'investissement. (...) A la sortie du circuit, ça mettra du temps, il y a 190 milliards de recettes supplémentaires* », prétend Mélenchon. Il décrit son plan, « l'effet multiplicateur » du choc, « *Le plan inclut qu'il y ait un redémarrage de la production française. Ce mécanisme recrée du tissu industriel. Dans mon plan, il y a 3 millions d'emplois. [...] Quant aux sociétés, nous baissions l'impôt sur les sociétés. Mais en même temps, sur les très grandes sociétés, je taxe la spéculation financière, ça rapporte 5 milliards.* » La baisse serait de 33 à 25 %, mais en faisant en sorte, dixit, que tous payent bien 25 % y compris les grandes sociétés, qui, comme chacun sait, se débrouillent pour échapper à l'impôt. Avec Mélenchon, ce serait fini.

Sous couvert d'aider à l'embauche, il faut aider les TPE et PME à emprunter en créant un « pôle public bancaire » en mesure de prêter à taux zéro en concurrence avec les banques privées et donc qui n'échappera pas à la course à la rentabilité et sera au service des capitalistes. « *Notre*

*programme, c'est un programme de relance des carnets de commandes »,* dixit Mélenchon. Jacques Généreux s'enthousiasme, « *il est extraordinaire aujourd'hui qu'aucun programme ne se préoccupe de relancer l'activité ? [...]* Aujourd'hui, le FMI, l'OCDE, la Commission européenne soutiennent le programme de la France insoumise. Il leur a fallu 8 ans mais ça y est ». C'est pas tout à fait faux, les institutions internationales et aussi les États sont en train de changer leur fusil d'épaule face à l'exacerbation de la concurrence et aux menaces d'un nouveau krach. Ils envisagent de combiner austérité et relance budgétaire. La quadrature du cercle que Mélenchon prétend, lui, résoudre.

Le choc de l'investissement permettrait un cycle dit vertueux, par « *un effet démultiplicateur* » qui permettrait que, grâce à la relance, il créerait au final plus de richesses qu'il n'en coûterait. La décrue du chômage devrait entraîner plus de recettes pour l'État comme la lutte contre la fraude fiscale et la suppression du pacte de responsabilité sans pour autant remettre en cause la spéculation, les marchés financiers, la bourse et la propriété capitaliste. La quadrature du cercle...

### **L'effet multiplicateur ou la vertu du verbe...**

Tout est centré sur une « *boucle vertueuse de l'augmentation des salaires* », plus globalement d'une politique sociale qui devrait permettre que l'argent investi revienne en bout de course dans les caisses de l'État. Mélenchon propose d'augmenter le SMIC de 15 %, 1300 euros net, ce qui revient à 173 euros de plus par mois. Le point d'indice de la fonction publique – inchangé entre 2010 et 2016 – serait lui aussi revu à la hausse (+ 6,7 %). Toujours sur le plan des salaires, Mélenchon a détaillé son objectif de limiter l'échelle des salaires de 1 à 20 au sein d'une même entreprise.

Réguler la précarité et non y mettre fin puisque les entreprises privées ne devront simplement pas dépasser un quota maximum de contrats précaires.

La durée de cotisation pour une retraite complète est fixée à 40 ans et le droit de retraite à 60 ans... Mélenchon ne revient pas aux 37,5 et se plie aux contre-réformes.

La France insoumise propose également de créer une « *sécurité sociale intégrale* », qui comprenne l'indemnisation chômage dès le premier jour et où l'État serait employeur en dernier ressort pour les chômeurs ne trouvant pas d'emploi.

Ces principales mesures sociales sont le complément indispensable du choc d'investissement afin de mettre en route l'effet démultiplicateur. Sauf qu'il y a un hic, quand on passe dans la vraie vie, celle de la lutte des classes, les choses ne peuvent se passer ainsi. Ce plan ne peut pas fonctionner dans le cadre de la logique de la course au profit et de la concurrence qu'il respecte. Avant que les dites mesures sociales n'aient eu leur effet démultiplicateur sur les recettes pour entraîner une croissance, la bourgeoisie aura réagi pour préserver ses profits. Et la force de conviction de Mélenchon ne suffira pas à convaincre le patronat.

### **Un référendum sur la sortie de l'Europe ?**

La dernière carte de Mélenchon, c'est la sortie de l'euro qui protégerait la France et lui redonnerait, dixit, sa souveraineté. Là encore, le verbe ne peut suffire à transformer la réalité. La renégociation des traités européens ne pourra en aucune façon éliminer le fardeau de la dette ni protéger de la concurrence mondialisée pas plus que le plan B, la sortie de l'euro en cas d'échec de ces négociations. La France, alors, « *reprendrait sa souveraineté monétaire* ». Le peuple français « *décidera souverainement de sa participation à l'Union européenne refondée ou de la sortie* ».

*« Pour la première fois, Mme Merkel va entendre un président de la République dire "nous ne sommes plus d'accord". Ni Sarkozy ni Hollande n'ont renégocié les traités. (...) En ce qui concerne la sortie de l'Europe, ce n'est pas moi qui prendrai une telle décision, je me présenterai devant le peuple. »*

Un référendum qui ressemble à celui de Marine Le Pen. Mélenchon s'en défend : « *Mme Le Pen et moi sommes séparés par le fait qu'elle ne croit pas à la nation républicaine comme moi. Elle croit à la préférence nationale. Je ne suis pas un nationaliste, je suis un patriote, ça n'a rien à voir. Je propose le protectionnisme solidaire. Je négocie avec les autres pays, je ne m'enferme pas. Je ne crois pas à la nation ethnique. Un Français sur quatre a un grand-parent étranger. Comment accepter que le droit du sang prenne le pas sur le droit du sol ? C'est une guerre contre 11 millions de Français.* » Certes, mais au final, le repli national, solidaire ou pas, reste le repli national. Les mots n'y changent rien.

Ce débat sur la sortie de l'euro masque le fond du problème, la sortie ou plutôt la rupture avec le capitalisme, avec la logique du profit et de la concurrence par la lutte de classe, seule capable de provoquer l'effet multiplicateur dont nous parlent les nouveaux Keynésiens, d'imposer une autre répartition des richesses en avançant dans la remise en cause de la propriété capitaliste.

### **La question du pouvoir**

Le programme de Mélenchon peut séduire par les mesures qui prônent un autre partage, une autre répartition des richesses, mais, en fait, il reformule, dans le contexte d'aujourd'hui, des politiques qui se sont, à chaque fois dans le passé, avérées des échecs cuisants comme en 1981 en France ou plus récemment, en 2015 en Grèce. Du moins du point de vue de la classe ouvrière et de la population.

Qui peut croire que les capitalistes vont laisser un gouvernement rogner leur marge bénéficiaire, qui peut croire que les banquiers vont devenir raisonnables même pour se plier à des mesures aussi modestes que celles qu'avance Mélenchon ou que la haute administration pourrait mettre en œuvre un politique contraire aux intérêts des classes dominantes. Ou alors que ces dernières vont comprendre que la relance proposée par Mélenchon répond à leurs intérêts bien compris.

La campagne présidentielle comme l'expérience quotidienne de millions de travailleurs nous démontrent l'inverse, les classes dominantes sont dirigées par une vision à courte vue qui est la défense acharnée de leurs privilèges. Le contexte mondial, l'évolution du capitalisme globalisé leur impose un horizon limité à une économie en stagnation où la guerre commerciale devient de plus en plus acharnée. C'est bien le sens des tournants protectionnistes, solidaires ou pas.

Dans ces conditions, le simple fait de lutter pour une autre répartition des richesses débouche sur une remise en cause de la politique des classes dominantes, de leur pouvoir sur l'économie et toute la vie sociale, de la propriété privée financière.

La financiarisation de l'économie a fait du capital productif et du capital financier une seule et même chose. La production est devenue le jeu des spéculations et il ne peut y avoir de politique industrielle visant à satisfaire l'ensemble des besoins de la population, y compris écologiques, sans la prise de contrôle des banques par l'État, la constitution d'un monopole public bancaire sous le contrôle des travailleurs et de la population.

Le « *protectionnisme solidaire* » qui prétend échapper au marché mondial aurait l'effet inverse. La solidarité entre les travailleurs et les peuples signifie qu'un gouvernement représentant réellement leurs intérêts s'adresserait à l'ensemble des travailleurs et des peuples d'Europe pour construire une réelle coopération entre eux en rompant avec la domination des classes capitalistes et de leurs États pour constituer une fédération des États socialistes d'Europe.

Notre programme n'est pas une liste de bonnes propositions mais la conquête de la démocratie, du pouvoir par et pour les travailleurs et la population pour imposer leurs exigences les plus immédiates, élémentaires et engager une transformation révolutionnaire de la société.

L'agitation désordonnée et cynique des bourgeois, de la « *racaille* » en col blanc, leur mépris affichée de la population, des classes populaires préparent le terrain des luttes à venir, d'une prise de conscience collective qui œuvre à leur convergence pour contester l'ordre capitaliste dans sa globalité..

C'est bien pourquoi Poutou doit en être.

Yvan Lemaitre

## **Vistalegre II, le 2ème congrès de Podemos : une « opération triomphe » sans perspective pour les travailleurs**

Les 11 et 12 février s'est déroulé la 2<sup>ème</sup> Assemblée citoyenne de Podemos, appelée « Vistalegre 2 » du nom de la salle Vistalegre, à Madrid, où il s'est tenu, tout comme s'y était tenu « Vistalegre 1 », le congrès de fondation de mars 2014.

Vistalegre 1 avait inauguré une période de succès électoraux de Podemos, municipales, parlements des communautés autonomes... Mais la « *machine de guerre électorale* », comme se définissait le parti, s'était cassée le nez sur l'objectif de devancer le PSOE aux élections législatives de décembre 2015, puis de juin 2016. Voir l'article *Crise politique en Espagne, revers de Podemos ou la nécessité d'un parti anticapitaliste et révolutionnaire* publié dans la lettre électronique n°2 de *Débat révolutionnaire* en juillet 2016. Ce revers électoral s'est traduit par une crise interne profonde qui a failli conduire le parti à l'implosion et que ce deuxième congrès était censé contribuer à résoudre.

Sur le plan formel, il a été incontestablement un succès, largement relayé par la presse espagnole. Il a réuni quelques 7000 participants, 155 275 « inscritEs » du parti ont participé aux votes, Iglesias a été reconduit au poste de Secrétaire général par un véritable plébiscite avec 89 % des suffrages et le congrès s'est terminé sous les ovations et les cris d'« Unidad, Unidad ».

Mais les problèmes qui ont conduit Podemos à la crise sont-ils pour autant résolus ? Et surtout, quelles perspectives politiques offre Podemos aux classes laborieuses d'Espagne ?

### **Du revers électoral aux législatives de 2015-2016 à la crise interne**

Après les élections législatives dans l'État espagnol de décembre 2015, le pays s'était retrouvé sans gouvernement, aucun des quatre partis, Parti Populaire, PSOE, Podemos et Ciudadanos qui se partageaient l'essentiel des voix ne disposant de la majorité, ni n'arrivant à s'entendre pour trouver un accord de gouvernement.

Les élections organisées en juin 2016 pour tenter de mettre fin au problème n'avaient rien réglé, et les transactions entre partis continuaient de plus belle, en particulier entre Podemos et le PSOE par le biais de leurs Secrétaires généraux respectifs, Pablo Iglesias et Pedro Sanchez. Ce dernier refusait par ailleurs de céder aux pressions des notables de son parti qui entendaient permettre au PP de Rajoy de constituer un gouvernement grâce à l'abstention des députés socialistes au vote d'investiture, ce que Sanchez refusait. Il allait le payer fin septembre, contraint de démissionner de son poste de Secrétaire général du PSOE, avant que, le 29 octobre, un nouveau gouvernement Rajoy présenté par le PP et soutenu par Ciudadanos n'obtienne son investiture grâce à l'abstention du PSOE.

Podemos perdait alors tout espoir d'arriver au gouvernement par un accord avec le PS. Tombait en même temps l'illusion d'avoir mis fin au « *régime de 78* », ainsi qu'il nomme le système de bipartisme qui a dirigé sans partage l'Espagne depuis la fin de la dictature franquiste, par l'alternance du PSOE et du PP.



C'était un échec politique de la direction de Podemos vis-à-vis de ses propres membres, et cela ne pouvait qu'alimenter d'autres facteurs de crise déjà présents dans le parti. Une part de ses structures de base, les Cercles Podemos, s'étaient vidés et avaient perdu la vitalité qu'ils avaient à leurs débuts, dans la foulée du mouvement des indignés. A part pour quelques courants comme Anticapitalistas(1), qui poursuit un travail d'implantation sociale, une grande partie des préoccupations de l'organisation est liée à la place qu'elle a pris dans les municipalités et les divers parlements. Podemos n'est par ailleurs pas un parti de militantEs. Pour devenir membre Podemos, il suffit de s'inscrire sur Internet (<https://participa.podemos.info/es/>) via un formulaire. Aucune cotisation n'est demandée, simplement de respecter les « codes éthiques » de l'organisation. Ces « inscritEs » ont le droit de vote et peuvent participer à une multitude de discussions, donner leur avis, à travers le portail Internet Plaza Podemos. Mais les pouvoirs réels sont concentrés entre les mains d'un petit groupe dirigeant dont la figure centrale est le Secrétaire général, Pablo Iglesias, flanqué de son second, Iñigo Errejón et de quelques autres « personnalités » médiatiques. La base n'est sollicitée, sous forme principalement référendaire et par vote sur Internet, que lorsque la direction cherche à faire valider une décision particulière.

Ce « *fonctionnement plébiscitaire* », comme l'appelle Anticapitalistas, ne pouvait que prendre du plomb dans l'aile avec l'échec de la politique de la direction aux législatives de décembre-juin et le retour de Rajoy au pouvoir. D'où la décision d'organiser, dans l'urgence, ce 2<sup>ème</sup> congrès de l'organisation.

### **Du « combat de coqs » à l'« opération triomphe »**

Mais loin d'être le moment de reconstruction et d'élaboration collective qu'annonçaient ses initiateurs, le processus de préparation du congrès a tourné à un affrontement violent, un « *combat de coqs* » largement médiatisé, entre Iglesias et Errejón, qui animaient chacun leur propre courant, respectivement « Ganar al PP, gobernar España, construir derechos » et « Restaurar la ilusión ». Un troisième, « Podemos en Movimiento », s'organisait autour des militants d'Anticapitalistas, animé par Miguel Urbán et Teresa Rodríguez. Un quatrième enfin, très minoritaire, s'intitulait « Podemos en equipo ».

S'agissant, pour les deux premiers, de retrouver une légitimité politique vis-à-vis de l'organisation, le débat portait sur quelle stratégie mettre en place pour remplacer la dite « machine de guerre électorale » faillie, tout en conservant, sur le fond, le même objectif électoral, habillé d'une nouvelle formule : s'opposer à la « *restauration du régime de 78* » par la « *Triple alliance* » du PP, de Ciudadanos et du PSOE.

Pour Errejón, il s'agissait donc, pour « restaurer l'espoir », de prendre le temps de gagner l'électorat des classes moyennes, et pour cela, éviter les discours gauchistes, enlever du programme toutes les propositions pouvant être considérées trop radicales, se montrer prêts à s'allier avec le PSOE à condition que cela puisse permettre de battre le PP... Autrement dit poursuivre et systématiser

l'édulcoration du discours et les reculs programmatiques qui s'étaient produits au moment des législatives et avait pour une part contribué à mécontenter toute une partie des militants et à exacerber la crise interne. Ce qu'avait bien compris Iglesias... En bon manœuvrier opportuniste, reprenant un discours radical et n'hésitant pas à reprendre des aspects du programme et des idées avancées par Anticapitalistas dont il avait jusque-là tout fait pour limiter l'influence, Iglesias s'est opposé avec violence à la politique proposée par Errejón, dénoncée comme droitière.

Cela ne l'empêchait pas d'intituler sa propre plate-forme « Vaincre le PP, gouverner l'Espagne, construire des droits », titre dans lequel aucune référence n'est faite au PSOE, ce qui laisse bien des portes ouvertes... Tout un programme, donc, sur lequel il a emporté largement l'adhésion d'un congrès qui, comme l'écrit Brais Fernández, rédacteur de la revue *Viento Sur* ([vientosur.info](http://vientosur.info)) éditée par Anticapitalistas, s'est avéré être, au bout du compte, une sorte d'« Opération triomphe » (*iPor fin acaba Vistalegre Dos!* –Enfin s'achève Vistalegre 2 ! – 10 février)

En guise de congrès, il s'agissait en fait d'un vaste meeting au cours duquel les interventions des principaux dirigeants des courants protagonistes se sont succédées devant quelques 7000 participantEs. ParticipantEs qui n'étaient pas délégués d'instances du parti, mais des « inscritEs » qui avaient tout simplement réservé leur place individuellement par Internet pour y assister. Les divers votes avaient eu lieu par le biais d'internet entre le 4 février et le début du congrès, qui s'est contenté d'en proclamer les résultats. Sur les quelques 456 500 « inscritEs » que revendiquait Podemos au début de la séquence électorale, 155 275 ont participé au vote.

Ces votes portaient d'une part sur les diverses orientations politiques et organisationnelles présentées par les divers courants, déclinées en quatre documents : politique, organisation, éthique, égalité (féminisme, questions de genre). D'autre part sur les « candidatures », c'est-à-dire l'élection, à partir de listes proposées par les courants, des membres des diverses instances centrales de l'organisation, dont le CCE (Consejo ciudadano estatal), équivalent d'un « comité central » de l'organisation au niveau de l'Etat espagnol, et le Secrétariat général.

Iglesias a été plébiscité comme Secrétaire général avec le soutien des autres courants, y compris Anticapitalistas. Son pouvoir s'appuiera sur une structure organisationnelle taillée sur mesure, son texte sur l'organisation (plus de 80 pages) ayant été majoritaire. Il bénéficiera d'autre part d'une majorité au CCE d'autant plus large qu'elle résulte d'un mode d'élection particulier, concocté par le Secrétaire à l'organisation Pablo Echenique, un proche d'Iglesias. Choisi parmi d'autres propositions par un vote au sein du parti en décembre 2016, ce système assure une prime aux courants majoritaires, au détriment des minoritaires. Sur les 62 membres élus que comporte le CCE, la méthode utilisée attribue 37 sièges à Iglesias, 23 à Errejón et 2 à Anticapitalistas, alors que, selon le quotidien *El País*, avec une proportionnelle stricte, les résultats auraient été res-

pectivement de 31, 21 et 9 (plus 1 siège pour « Podemos en equipo »).

« Opération triomphe » incontestable donc, pour Iglesias.

### **Mais qui ne règle rien sur le fond...**

« *Le congrès de Podemos reporte les problèmes* » titre Manuel Gari dans *Viento Sur* le 14 février. Le courant Anticapitalistas s'avère certes satisfait de certains aspects du congrès. Il a pu imposer sa légitimité après des années d'ostracisme et de marginalisation de la part de la direction Iglesias-Errejón. Ses intervenantEs devant le congrès ont été fortement applaudiEs. Ses textes ont obtenu autour de 10 % des votes, et Miguel Urbán a été élu en 20<sup>ème</sup> position au CCE malgré le mode très défavorable du scrutin pour les courants minoritaires.

Mais Anticapitalistas conteste bien évidemment les conditions dans lesquelles s'est déroulée la préparation du congrès, au cours de laquelle « *les combats de coq et le nombrilisme* » ont remplacé les débats sur le fond. Sans oublier bien sûr le côté antidémocratique de la méthode utilisée pour élire le CCE, à l'opposé de la proportionnelle que Podemos revendique par ailleurs pour les élections dans le cadre des institutions officielles, Etat, communautés autonomes et municipalités.

Et si Anticapitalistas se félicite que l'influence qu'il gagne au sein de Podemos semble se traduire par l'évolution des positions d'Iglesias, du moins dans les discours, vers plus de démocratie, de respect de la pluralité au sein du parti, il formule aussi la crainte que les combats violents qui se sont menés, en parole, entre Iglesias et Errejón pendant la préparation du congrès ne laissent place maintenant à la « restauration » du tandem pour poursuivre la même politique qu'avant, avec les mêmes méthodes... La crainte également que ne se ferme une période au cours de laquelle, même si un véritable débat n'a pu avoir lieu entre les membres de l'organisation, chacun des courants a pu néanmoins, à travers les textes présentés, faire circuler ses idées bien au-delà de son milieu habituel.

### **Un plan pour « un gouvernement véritablement au service du peuple », ou un parti anticapitaliste et révolutionnaire pour l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes ?**

Les idées que porte Anticapitalistas au sein de Podemos sont rappelées dans un article écrit par Jaime Pastor le 21 février : « *Etat espagnol : sur les turbulences globales, la crise du régime et Podemos* » (<http://alencontre.org/europe/espagne/etat-espagnol-sur-les-turbulences-mondiales-la-crise-de-regime-et-podemos.html>). Il y développe en trois parties son analyse sur la situation économique et géopolitique mondiale, sur la situation en Espagne, et enfin sur Podemos une semaine après le congrès, avec, bien sûr, la perspective politique que devra, selon lui, porter Anticapitalistas en son sein. Le problème est que cette perspective reste elle aussi axée sur l'illusion qu'il serait possible d'impulser des changements profonds dans le cadre du système électoral à condition de s'appuyer sur les mobilisations populaires et d'initier un processus constituant.

Il cite à la rescousse de son raisonnement un manifeste intitulé « *Les défis pour la gauche dans la zone euro* » que l'on peut lire sur le site de CADTM (<http://www.cadtm.org/Les-defis-pour-la-gauche-dans-la>). Ce texte, qui s'enorgueillit d'être « *co-signé par des personnalités et des militantes de plus de 15 pays européens, provenant de différents horizons : de Podemos et Izquierda Unida au Bloc de Gauche portugais, du Parti de Gauche au NPA [dont Olivier Besancenot et Christine Poupin] en passant par Ensemble ! [...] par des députés européens de différents partis et de différents pays, par le responsable des finances de la Ville de Madrid, par l'ex-présidente du parlement grec, par une série de membres de la commission pour la vérité sur la dette grecque* »... présente « *Dix propositions afin de ne pas reproduire la capitulation que nous avons connue en Grèce* ». Des mesures que devrait prendre un « *gouvernement réellement au service du peuple* » et qui devraient, pour être efficaces, être mises en œuvre « *immédiatement et simultanément.* »

Ce n'est pas tant la nature des « propositions » qui est en cause, du moins pour certaines, mais bien la conception politique globale qui sous-tend le raisonnement, qui se place sur le terrain institutionnel.

En conclusion de l'article de DR de juillet 2016 cité plus haut, nous écrivions : « *C'est exactement l'inverse qu'il s'agit de mettre en œuvre : construire un parti qui se situe sur un clair terrain de classe, internationaliste, en rupture avec les institutions politiques de la bourgeoisie. Un parti qui se donne pour objectif de permettre aux classes laborieuses de bâtir leurs propres réponses à la question du « changement » à partir de leurs propres mobilisations, des organisations démocratiques qu'elles se donnent pour mener leurs luttes.*

*Face au programme de Podemos, il s'agit de porter un programme qui donne un sens, un objectif politique aux luttes de toutes celles et ceux qui s'opposent aux politiques austéritaires. Un programme pour le regroupement de tous les travailleurs autour des urgences criantes que sont celles de l'emploi et du logement, des salaires, de la protection sociale et sanitaire, de la pression fiscale... Un programme qui s'attaque réellement à la question cruciale de la dette. [...] Un programme qui puisse également apporter une réponse aux revendications d'indépendance qui s'expriment dans certaines Communautés autonomes, principalement en Catalogne et au Pays basque, reconnaissant le droit à l'autodétermination, c'est-à-dire un programme internationaliste posant la question du pouvoir dans la perspective d'une Europe des travailleurs et des peuples. »*

Les évolutions en cours en soulignent la nécessité.

Daniel Minvielle

1- Anticapitalistas est issu de l'ancienne organisation *Izquierda anticapitalista*, membre de la 4<sup>ème</sup> Internationale, qui a contribué à la fondation de Podemos. Dissoute à ce moment là, elle se maintient en son sein sous la forme d'une association, restée membre de la 4<sup>ème</sup> Internationale.

## Un siècle après 1917, retour sur *Trois conceptions de la révolution*, la révolution permanente continue d'écrire l'histoire

La Révolution russe de 1917 a été le produit d'une longue maturation inscrite dans le développement du capitalisme et des luttes de classe. Elle a été aussi le produit de la maturation d'idées de celles et ceux qui voulaient en être les acteurs, qui l'ont préparée, pensée, construisant leur stratégie à travers d'âpres discussions et combats politiques dont sont nés les différents courants au sein du mouvement révolutionnaire russe, et qui eurent leurs prolongements dans le mouvement ouvrier international. C'est ce combat politique que retrace Trotsky dans son texte *Trois conceptions de la révolution*, écrit en 1939.

Les « modèles » de révolution qui se discutaient dans le mouvement ouvrier avaient été profondément bousculés par les évolutions du capitalisme et par la Révolution russe. La révolution était vue par une majorité des dirigeants de la II<sup>e</sup> internationale comme une perspective lointaine, une proclamation d'intention, un positionnement moral pour signifier qu'on ne voulait plus de ce monde. Un jour viendrait où les conditions seraient mûres... mais pour eux ce n'était certainement pas le cas dans la Russie tsariste où la révolution bourgeoise n'avait pas encore eu lieu.

Lénine et Trotsky avaient une toute autre philosophie. Formés par la lutte pour diffuser le marxisme en Russie et par les premières grandes grèves de la jeune classe ouvrière des années 1890, puis par la révolution de 1905 où pour la première fois les travailleurs s'étaient organisés en soviets, ils ne voyaient pas le programme révolutionnaire comme une affirmation de principe, mais comme la compréhension et l'action au sein des processus qui travaillent la lutte de classe et conduisent vers la révolution. Des processus à travers lesquels les masses prennent conscience de la possibilité de changer leur sort, et aussi des voies et des moyens pour le faire elles-mêmes.

C'est cette démarche que définit Trotsky avec la théorie de la révolution permanente « *comme la méthode du caractère, des liens internes et des méthodes de la révolution internationale en général* », un outil pour comprendre et agir au sein de la lutte des classes.

### **Après le siècle des révolutions bourgeoises, le tournant de la Révolution russe**

Dans cette période charnière, les révolutionnaires sont confrontés à un problème inédit. Quel développement va connaître la lutte de classes, vers quel type de révolution, bourgeoise ou prolétarienne, pour la république ou pour le socialisme, alors même que le développement du capitalisme a transformé en profondeur toute la société ? Il ne s'agissait pas d'une discussion abstraite, mais d'une question de stratégie pour construire un parti capable de peser dans les événements.

Le débat porte sur l'analyse du capitalisme, ses crises, la mondialisation des marchés, son évolution vers un stade monopoliste, impérialiste, les tensions qui conduisent

vers les guerres entre puissances rivales, puis vers la Première guerre mondiale. Il porte aussi sur la question des révolutions bourgeoises, alors que dans de nombreux pays d'Europe, dont la Russie, la vieille aristocratie domine encore, la réforme agraire n'a pas eu lieu, les droits des nationalités sont bafoués. Et en conséquence, quel rôle pour la classe ouvrière dans cette situation : force d'appoint pour achever la révolution bourgeoise, ou force indépendante luttant pour ses droits, contre la domination bourgeoise ?

Ce débat divise le mouvement ouvrier en Russie.

Pour les mencheviks, la période des révolutions bourgeoises n'est pas terminée. La classe ouvrière se bat pour ses droits, mais il n'est pas possible qu'elle engage une révolution pour le socialisme. Il lui faut d'abord lutter en s'alliant avec la bourgeoisie libérale, pour imposer des droits démocratiques et sociaux au sein d'une république bourgeoise, pour se développer dans ce cadre et aller un jour vers le socialisme. Cette conception qui voit le développement de la lutte des classes comme une succession d'étapes bien définies est en fait la théorisation du développement du mouvement ouvrier en Allemagne et en France par exemple, pays où la classe ouvrière a conquis des droits, ses syndicats se sont développés, ses partis ont fait élire des maires et des députés... pays aussi où le réformisme se développe sur la base de ce développement lent et puissant.

Ce schéma tout fait ne correspond pas à l'évolution du capitalisme vers l'impérialisme, l'exacerbation de ses contradictions, une période comme l'écrivait Lénine de guerres et de révolutions.

### **Pour un programme en phase avec les évolutions de la lutte des classes**

La démarche de Lénine était tout autre que celle des mencheviks. Partant de l'analyse du capitalisme en Russie, Lénine était arrivé à la conclusion que la bourgeoisie ne serait jamais dans ce pays une force progressiste. Elle était à la fois dépendante du capital international qui avait investi en Russie pour développer d'immenses usines, profitant du régime de fer qui y régnait, et dépendante aussi du régime tsariste qui la dominait, par la propriété de la terre et les commandes d'État. Des partis bourgeois libéraux s'étaient bien développés, réclamant des droits démocratiques, mais la contestation réelle du tsarisme était venue de courants socialistes liés à la paysannerie et aux travailleurs.

Pour Lénine, le schéma des mencheviks était une impasse. Comment la classe ouvrière qui luttait par les grèves contre l'union des patrons et de l'État tsariste pouvait-elle, par ailleurs, s'allier aux bourgeois contre le tsarisme ? Cela n'avait pas de sens. Il s'agissait bien pour les révolutionnaires de formuler une perspective révolutionnaire indépendante pour le prolétariat. Par ailleurs, comment la

classe ouvrière, minoritaire dans ce pays, pouvait-elle agir pour une révolution victorieuse ? Cela paraissait impossible à Lénine qui cherchait une solution dans l'état réel de la lutte des classes. Il formula une autre hypothèse pour la révolution : une « *dictature démocratique des ouvriers et des paysans* » qui n'irait pas jusqu'au socialisme mais qui constituerait une perspective pour les deux seules forces sociales qui avaient tout intérêt au renversement du tsarisme.

Dans cette discussion, Trotsky pensait que cette hypothèse de Lénine était « *irréalisable* » parce que la paysannerie était trop éclatée, avec des intérêts divers, pour constituer une force sociale capable de mener une révolution jusqu'à l'instauration de son propre pouvoir, à égalité avec le prolétariat. Partageant avec Lénine la rupture avec le raisonnement des mencheviks, il écrivait que cette conception « *constituait un énorme pas en avant dans la mesure où elle préconisait, non des réformes constitutionnelles, mais la réforme agraire comme tâche principale de la révolution, et indiquait la seule combinaison réaliste de forces sociales pour sa réalisation* » (*Trois conceptions de la révolution*). Ils partageaient aussi la conviction que la bourgeoisie libérale était non seulement impuissante mais s'opposerait aux révoltes ouvrières.

Avec Lénine, ils étaient pleinement d'accord sur le fait que la paysannerie n'était pas une classe uniforme, dont les intérêts seraient d'instaurer le socialisme : ce que souhaitait l'immense majorité des paysans russes privés de tout, c'était d'accéder à une petite propriété terrienne pour vivre de leur travail. Ils étaient d'accord aussi sur le fait que l'allié du prolétariat russe dans sa lutte pour le socialisme serait le prolétariat européen.

### **La théorie de la révolution permanente à l'œuvre dans les révolutions de 1905 et 1917**

Trotsky a poussé jusqu'au bout l'analyse du rôle de plus en plus important qu'exercèrent les ouvriers dans les grands centres industriels de la Russie, qui, même minoritaires à l'échelle du pays, pesèrent sur la lutte des classes bien plus que toutes les autres forces qui avaient contesté le tsarisme auparavant. Il en déduit « *que le mouvement paysan était en train de créer des conditions propices de victoire, mais qu'il était incapable de l'assurer, qu'on ne pouvait arriver à une solution décisive que par le soulèvement armé du prolétariat et que la phase suivante dans cette voie serait la grève générale* ».

Trotsky avait formulé cette troisième conception qui considère le prolétariat comme la force centrale et directrice de la révolution juste avant que n'éclatent les grèves massives qui marquèrent le début de la Révolution de 1905 : « *La Révolution russe, va, selon nous, créer les conditions dans lesquelles le pouvoir pourra passer aux mains du prolétariat avant que les politiciens du libéralisme bourgeois aient l'occasion de développer pleinement leur génie d'hommes d'État. [...] Le prolétariat en possession du pouvoir apparaîtra à la paysannerie comme une classe émancipatrice* ». Il poursuit : « *en entrant dans le gouvernement, non pas en tant qu'otages, impuissants,*

*mais comme force dirigeante, les représentants du prolétariat vont par cet acte même [...] mettre le collectivisme à l'ordre du jour* » et il précise « *cette dictature du prolétariat doit-elle inévitablement se briser contre le cadre de la révolution bourgeoise ? Ou bien ne pourrait-elle pas, sur des bases mondiales historiques données, voir s'ouvrir devant elle la perspective de la victoire qui sera remportée en brisant ce cadre étroit ? Une chose peut être déclarée avec certitude : sans l'aide directe du prolétariat européen, la classe ouvrière russe ne saurait garder le pouvoir, ni convertir son pouvoir temporaire en une dictature socialiste de longue haleine...* » (*Trois conceptions de la révolution*).

En octobre 1917, la lutte de classes apporta sa réponse aux débats. La logique des idées et des rapports politiques a fini par conduire les mencheviks du soutien au gouvernement bourgeois jusque dans les bras de la réaction. De leur côté, après le renversement du gouvernement bourgeois, le premier gouvernement conduit par Lénine et Trotsky, instauré par les soviets, se trouva dans cette situation inédite de devoir achever la révolution bourgeoise et engager dans le même temps la lutte pour le socialisme. Il devait satisfaire les exigences populaires auxquelles s'étaient opposés les gouvernements bourgeois entre février et octobre : la réforme agraire pour la paysannerie pauvre ; le partage des richesses dans une situation de catastrophe économique liée à la guerre ; un accord de paix pour se retirer de la guerre impérialiste de 1914. Et il devait engager dans le même mouvement la lutte pour le socialisme, le contrôle ouvrier sur l'économie, l'expropriation de certains secteurs, tout en s'adressant aux prolétariats d'Europe et d'Asie, dont l'engagement dans la révolution était vital pour la survie de la Révolution russe. Les tâches étaient immenses et Trotsky écrira plus tard que « *la conquête du pouvoir ne met pas un terme à la révolution, elle ne fait que l'inaugurer* » (*Thèses sur la révolution permanente*)

### **Le stalinisme combat la théorie de la révolution permanente pour justifier sa contre-révolution**

Ce qui était une discussion a pris ensuite une toute autre tournure, celle d'un combat acharné entre ceux qui voulaient prolonger et étendre les acquis démocratiques de la Révolution de 1917, et ceux qui furent prisonniers et acteurs de la bureaucratisation de l'URSS.

A travers l'isolement et l'épuisement de la Révolution, à cause de la défaite des révolutions en Europe et de la guerre civile, Staline est devenu l'agent cynique des forces sociales cherchant à instaurer leur pouvoir sur ce régime, à défaut de pouvoir le renverser, ouvrant une période de dictature. La bureaucratie qui installait son ordre avait besoin de se construire une idéologie contre les idées révolutionnaires qui n'avaient pas disparu des consciences, convaincre que l'heure était maintenant à rebâtir l'économie, et que le socialisme se construirait sous la conduite du chef suprême... voire même que le socialisme était déjà réalisé, malgré la pauvreté qui frappait la population.

La contre-révolution était en route. Staline formula alors la théorie du socialisme dans un seul pays, en rupture avec des décennies de marxisme et d'internationalisme, pour combattre la théorie de la révolution permanente qui osait affirmer que « *la révolution socialiste ne peut être achevée dans les limites nationales [...] La révolution socialiste commence sur le terrain national, se développe sur l'arène internationale et s'achève sur l'arène mondiale. Ainsi la révolution socialiste devient permanente au sens nouveau et le plus large du terme : elle ne s'achève que dans le triomphe définitif de la nouvelle société sur toute notre planète* » (*Thèses sur la révolution permanente*).

### **L'actualité du socialisme scientifique, la théorie de la révolution permanente**

Quand Trotsky écrit ces thèses sur la révolution permanente, en 1929, il a déjà été banni d'URSS par Staline, il sait que le tyran ne laissera aucun répit, ni à lui, ni à tous ceux qui continueront de défendre une perspective révolutionnaire internationaliste en URSS. Il veut alors décrire au plus près le développement capitaliste, la réalité des luttes de classe, les processus révolutionnaires qui travaillent la société, y compris en URSS où la bureaucratie représente un régime sans avenir.

A l'heure où la crise globale de la mondialisation capitaliste fait basculer le monde dans la crise, les tensions et les guerres, nous avons besoin de nous réapproprier cette méthode de la théorie de la révolution permanente pour discuter de nos propres perspectives révolutionnaires pour le monde d'aujourd'hui.

Bien des travailleurs peuvent être aveuglés par la domination du capitalisme qui paraît totale : il impose son exploitation aux peuples et détruit l'environnement ; il se subordonne les politiciens ; il semble diffuser sa morale égoïste à toute la société... Face à cette domination qui voudrait rendre invisibles les contradictions et les résistances, il s'agit de montrer comment le développement du capitalisme crée des conditions nouvelles pour la révolution.

Aujourd'hui, une nouvelle phase de mondialisation libérale et impérialiste a développé à une échelle jamais atteinte la classe ouvrière dans tous les pays du monde. La socialisation internationale de la production n'a jamais

été aussi poussée, au sein de multinationales qui imposent une coopération de centaines de milliers de salariés par une division du travail sur tous les continents, créant de fait les bases d'un monde sans frontières.

Ces évolutions entrent en contradiction avec la domination de l'économie mondiale par une minorité parasitaire. Pas un secteur significatif n'échappe aux lois du marché, à la concurrence internationale qui exerce sa pression sur tous les travailleurs. Dans de nombreux pays, les paysans pauvres sont chassés des terres et viennent grossir les rangs urbains des travailleurs sans emplois, concentrant dans les villes des forces nombreuses... La concurrence pour le contrôle des territoires et des matières premières multiplie les tensions guerrières. La soif de profits dévaste l'environnement. Tous ces éléments de crises s'expliquent par le fait que l'économie est entièrement soumise à l'accumulation privée des profits.

Cette offensive du capital a fait exploser les routines de l'alternance politique. Les vieilles forces du mouvement ouvrier qui s'étaient intégrées au fonctionnement des institutions bourgeoises s'effondrent. Des forces réactionnaires, extrêmes-droites et intégrismes religieux, cherchent à capter la colère et le désarroi provoqués par la décomposition sociale.

Dans le même temps, l'instabilité de l'économie mondiale, sous la menace permanente de l'éclatement des bulles financières, provoque des prises de conscience sur la nécessité de changer ce monde, sur l'impossibilité de le réformer... et sur le bluff de tous ceux qui prétendent réguler l'économie, à condition qu'on vote pour eux...

Des processus révolutionnaires profonds sont en cours, ils sont le produit de la crise du capitalisme. « Dans la mesure où le capitalisme a créé le marché mondial, la division mondiale du travail et les forces productives mondiales, il a préparé l'ensemble de l'économie mondiale à la reconstruction socialiste » écrivait Trotsky. La révolution permanente continue d'écrire l'histoire et de nous donner les moyens d'y intervenir.

*François Minvielle*